

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 394 / Septembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^{ème} TRIMESTRE 2023

À mi-année 2023, les tendances qui se dégagent dans l'économie des îles Wallis-et-Futuna sont : une inflation qui se maintient à haut niveau, un marché de l'emploi peu dynamique, des importations en hausse et des entreprises dont les investissements augmentent.

La mise en place de marchés locaux, la mise en valeur de l'artisanat et des traditions locales, ou encore la stratégie tourisme sont autant d'initiatives qui contribueront à renforcer le tissu économique local.

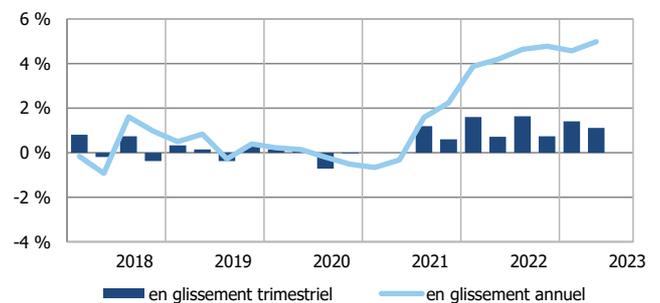
Les investissements des entreprises en hausse malgré la poursuite de l'inflation

L'inflation n'a pas dit son dernier mot

Les prix augmentent de 1,1 % sur le trimestre, après la hausse de 1,4 % au premier trimestre de l'année. Alors que les prix des produits manufacturés se stabilisent (+0,3 %) ceux des services, de l'alimentation et de l'énergie augmentent respectivement de 1,1 %, 1,6 % et 1,8 %.

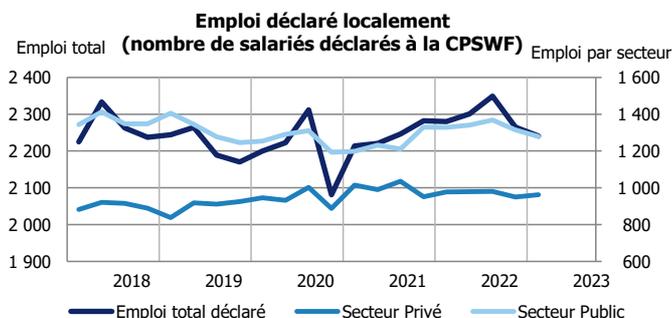
Sur les 12 derniers mois, les prix ont augmenté de 5,0 % en moyenne à Wallis-et-Futuna. L'inflation se maintient à des niveaux élevés, même si le rythme de cette augmentation des prix semble se stabiliser. Depuis 2021, l'indice des prix a augmenté de 10 %, d'abord porté par les prix de l'énergie avant que l'inflation ne se transmette à tous les secteurs. Les coûts du fret mondial ont fortement augmenté depuis 2020¹ : pour les importations à Wallis-et-Futuna, la hausse se situait en 2022 entre +25 % et +55 % selon la provenance, s'ajoutant à la hausse du coût des matières premières elles-mêmes (par exemple, +21 % pour le riz entre janvier 2020 et juillet 2023²).

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

Baisse de l'emploi déclaré dans le secteur public



Source : CPSWF

2 241 salariés sont déclarés à la CPSWF à fin mars 2023 (dernières données complètes) contre 2 265 à fin décembre 2022. **L'emploi affiche une légère baisse**, autant en rythme trimestriel (-1,1 %) qu'en rythme annuel (-1,7 %). Cette baisse est imputable au secteur public pour ce trimestre. La proportion des emplois publics déclarés localement dans le total des emplois pérennes est de 57 %. Elle s'élève à 65 % si l'on y ajoute les 416 agents de l'État non déclarés localement. Un rapport qui n'évolue que très peu au fil des ans.

L'emploi au sein du **secteur privé** est stable, notamment le commerce et les services, alors que le secteur du BTP emploie 23 personnes de plus que douze mois auparavant.

¹ World - Drewry World Container Index (WCI)

² INSEE. Cours des matières premières importées. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010002065>

Ménages : une pause dans la hausse tendancielle de la consommation

Les importations de biens de consommation ralentissent au deuxième trimestre 2023 par rapport au précédent (-1,9 %), la baisse est encore plus marquée sur un an (-9,2 %). Néanmoins, le niveau des importations de biens de consommation se maintient à un niveau élevé.

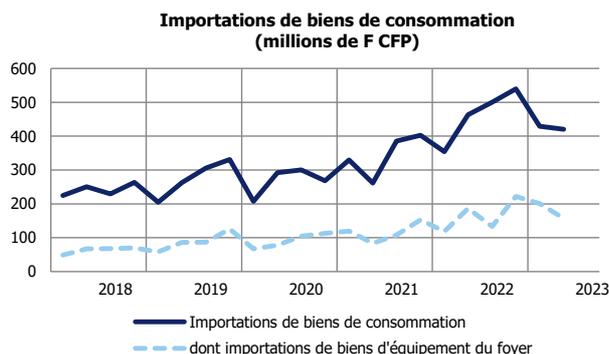
Les importations de biens d'équipement du foyer affichent une baisse particulièrement marquée, que ce soit sur le trimestre (-21,7 %) ou sur l'année (-15,5 %).

Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs sont toujours faibles (15 véhicules contre 16 au trimestre précédent), leur nombre est moins élevé que les 22 véhicules immatriculés au deuxième trimestre de l'année 2022.

La consommation d'essence est en hausse ce trimestre (+8,9 % en glissement annuel), alors qu'elle diminue très légèrement pour le gasoil (-0,5 % en glissement annuel).

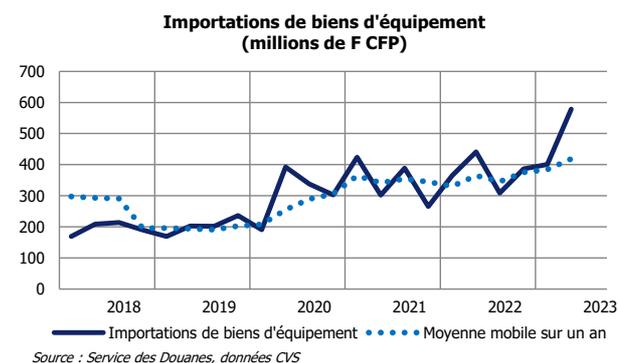
Les encours de crédits aux ménages se stabilisent, à 1 905 millions de F CFP contre 1 906 trois mois plus tôt.

À fin juin 2023, les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire baisse sur le trimestre (-7,6 %), passant de 314 à 290 personnes. Sur un an, ce chiffre a néanmoins progressé de 45,7 %. Après une forte augmentation en 2022, le **nombre d'incidents de paiement par chèque se réduit en 2023**, avec 296 incidents au deuxième trimestre contre 425 trois mois plus tôt.



Source : Service des Douanes, données CVS

Les entreprises sur une bonne dynamique



Source : Service des Douanes, données CVS

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont en forte hausse sur ce trimestre : +44,3 % en rythme trimestriel, et +31,1 % par rapport au deuxième trimestre 2022.

29 véhicules utilitaires ont été immatriculés au deuxième trimestre 2023, 6 de plus qu'au trimestre précédent mais moitié moins qu'à la même période en 2022 (54).

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises est stable à 0,5 %. Le chiffre affiché est historiquement faible (0,8 % en moyenne en 2022, 1,3 % en 2021, et 2,2 % en 2020).

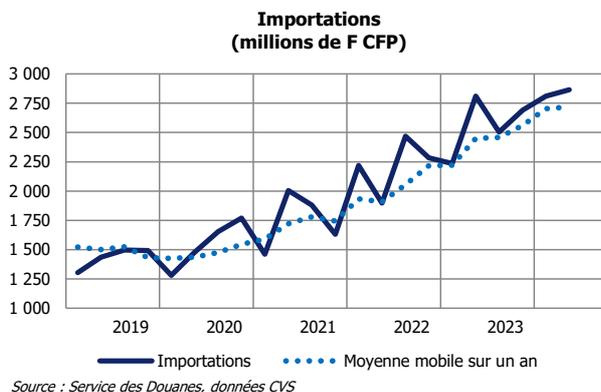
Les **encours de crédits des entreprises**, tous établissements confondus, ont fortement augmenté sur les 12 derniers mois, ils s'établissent à 1,7 milliard de F CFP fin juin contre 1,4 un an plus tôt. Les crédits d'investissement progressent de 30 % sur la même période et atteignent 1,4 milliard de F CFP. Ces crédits représentent 84 % des encours accordés aux entreprises, viennent ensuite les crédits d'exploitation, qui eux sont en baisse : 18 % en glissement annuel, mais pour des montants beaucoup plus faibles (27 millions de F CFP d'encours au 30 juin).

L'inflation porte les importations

Les importations totales à Wallis-et-Futuna sont à des niveaux jamais atteints. Au premier trimestre, les importations ont augmenté de 1,9 % par rapport au trimestre précédent dont le niveau était déjà au plus haut.

La hausse de la valeur importée entre 2022 et 2023 est imputable à l'augmentation des prix du fret et des produits importés, puisqu'en volume, les importations au premier semestre 2023 sont équivalentes à celles du premier semestre 2022.

Les taxes douanières sont calculées sur le prix du produit additionné au prix du fret et de l'assurance. Les recettes augmentent donc proportionnellement à la hausse des importations : +3,5 % par rapport au trimestre précédent. L'ensemble des recettes douanières et taxes ce trimestre ont rapporté 716 millions de F CFP au Territoire, portées par les taxes d'entrée (382 millions) et les droits de douane (103 millions).



Source : Service des Douanes, données CVS

L'économie locale portée par le commerce et la construction

Le secteur du BTP très en forme



Source : Service des Douanes, données CVS

La valeur des importations de ciment augmente de 15,7 % par rapport au trimestre précédent. En volume, cette hausse est plus faible, à 2,2 %. Après cinq années consécutives de hausse, l'année 2023 semble encore s'annoncer favorable pour le secteur du BTP, que la commande publique soutient fortement, après une décennie 2010-2020 morose. Plusieurs chantiers d'envergure sont en cours, notamment à l'aéroport de Veleva à Futuna ou au plateau sportif de Ninive à Wallis.

À fin mars 2023, les effectifs salariés du secteur sont en augmentation de 21,3 % sur douze mois, à 131 employés. Ces effectifs s'élevaient à 70 cinq ans plus tôt, une augmentation signe d'une véritable dynamique du secteur.

Une activité commerciale toujours plus importante

Malgré un léger ralentissement au deuxième trimestre, sur l'ensemble du premier semestre 2023, le volume des importations de biens de consommation augmente de 19 % en glissement annuel et leur valeur augmente de 3,9 %. Les importations de produits agricoles et des industries alimentaires progressent de 4,1 % en valeur par rapport au premier semestre 2023, mais leur volume baisse de 9,4 %.

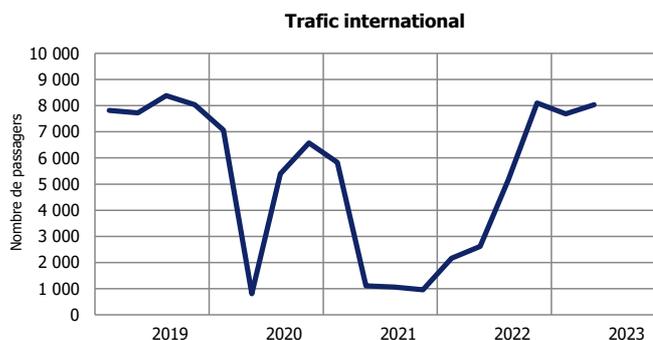
Le commerce comptait près de 400 employés à fin mars 2023, comme au trimestre précédent. L'augmentation des effectifs employés dans le secteur s'élève à 40 % sur les cinq dernières années.

Le secteur du commerce est un pilier de l'économie de Wallis-et-Futuna. La baisse progressive de l'autoconsommation par les ménages (passée de 38 % à 23 % de la consommation alimentaire entre 2006 et 2020³) profite aux commerçants et dope la dépense intérieure. Cette consommation est aussi soutenue par les revenus des habitants, et particulièrement les employés de l'administration. En effet, la masse salariale du secteur public a augmenté de 29 % en trois ans. De plus, les aides allouées aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap ont été revues à la hausse au début de l'année et versées avec effet rétroactif au cours du deuxième trimestre.

Diminution des vols intérieurs, en opposition à la reprise du trafic international.

Depuis la réouverture des frontières le 11 juillet 2022, le trafic aérien international connaît un retour progressif à la normale. Au deuxième trimestre 2023, en corrigeant le chiffre des variations saisonnières, la fréquentation des vols internationaux augmente de 4 % par rapport au trimestre précédent.

Le trafic entre les îles Wallis et Futuna, corrigé des variations saisonnières, diminue quant à lui de 17,2 % au deuxième trimestre. Beaucoup d'annulations de vols, la plupart pour des raisons techniques, se sont produites lors de ce trimestre.



Source : Aviation civile, chiffres désaisonnalisés par l'IEOM

³ Enquête budget des familles à Wallis et Futuna – 2020

La conjoncture régionale et internationale

LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEMEURE MODEREE ET HETEROGENE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2023. Ces prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point par rapport à celles publiées en avril 2023, ce qui s'explique notamment par la réduction des préoccupations concernant la santé du secteur bancaire. Pour 2024, le FMI anticipe à nouveau une hausse du PIB mondial de 3,0 %, ce qui reste nettement en dessous de la moyenne annuelle historique sur la période 2000-2019 (+3,8 %). Ce rythme s'explique essentiellement par les économies développées qui enregistrent un ralentissement de leur production manufacturière peinant à être contrebalancé par le regain d'activité dans le secteur des services.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. L'activité demeure soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation privée bien que cette dernière enregistre un ralentissement par rapport au premier trimestre (+0,4 % après +1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, le FMI table sur une progression du PIB de 1,8 % aux États-Unis, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux estimations d'avril.

Après deux trimestres consécutifs de croissance nulle, la zone euro a retrouvé un élan positif avec une activité en hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est principalement tirée par l'Irlande qui a vu sa croissance (+3,3 %) dopée par les bons résultats des multinationales qui y ont leur siège européen. Le taux de chômage est stable, à 6,4 %, tandis que l'inflation recule nettement au deuxième trimestre pour s'établir à 5,5 % en juin, contre 6,9 % trois mois plus tôt. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,1 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur est le premier contributeur à la croissance, avec une hausse des exportations (+2,6 %) nettement supérieure que celle des importations (+0,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages recule (-0,4 %) alors que l'investissement total est stable (+0,1 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Au Japon, l'activité économique a nettement augmenté (+1,5 % au deuxième trimestre après +0,9 %). Celle-ci a été portée par le commerce extérieur avec une progression des exportations de 3,2 % tandis que les importations se sont contractées de 4,3 %. La consommation des ménages a toutefois reculé (-0,5 %) alors que l'inflation demeure supérieure à 3 %. Sur l'année 2023, le FMI anticipe une hausse du PIB de 1,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,1 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+2,6 %), au Brésil (+2,1 %) et en Russie (+1,5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 août 2023.

L'INFLATION DECELERE A DES RYTHMES DIFFERENTS DANS LES ECONOMIES D'ASIE-PACIFIQUE

Alors que l'inflation a atteint son pic dans l'ensemble des pays de la zone Asie-Pacifique, l'ampleur et la vitesse de la réduction de l'accroissement des prix diffèrent selon les pays de la région : lente décline de la dynamique de hausse des prix mais niveaux d'inflation encore élevés en Australie et Nouvelle-Zélande, déflation en Chine, stabilisation de l'inflation à un niveau historiquement élevé au Japon, forte contraction de l'inflation en Indonésie, Fidji et Papouasie-Nouvelle-Guinée etc. Du fait de cette hétérogénéité des situations, les banques centrales nationales adoptent des stratégies monétaires différenciées.

La croissance **Australienne** continue de se réduire au premier trimestre (2,3 % en glissement annuel contre 2,7 % au trimestre précédent). En glissement trimestriel, la croissance n'avait plus été aussi faible depuis le troisième trimestre 2021, période de forte propagation de la Covid-19. L'investissement des entreprises est le principal contributeur de cette croissance (+0,4 pp) tandis que le commerce extérieur contribue négativement à la hausse du PIB (-0,2 pp), l'augmentation des importations étant plus forte que celle des exportations. L'inflation se contracte pour le deuxième trimestre consécutif et atteint 6,0 % en juin (après 7,0 % en mars) mais son niveau particulièrement élevé associé à un resserrement monétaire strict pèsent sur la demande. La *Reserve Bank of Australia* a en effet poursuivi sa politique restrictive au second trimestre : la hausse de 25 pbs du 6 juin porte le taux directeur à 4,10 %. De son côté, le marché du travail demeure tendu : le taux de chômage se stabilise à un niveau faible (3,5 % en juin) et les salaires sont toujours orientés à la hausse (+3,9 % en mai en croissance annuelle).

En **Nouvelle-Zélande**, le rythme de progression de l'activité est stable depuis le troisième trimestre 2022 : en glissement annuel, la croissance s'élève à 2,9 % au deuxième trimestre, après 2,7 % au premier. Malgré la hausse de 2,4 % des dépenses de consommation privée, la croissance trimestrielle est négative pour le second trimestre consécutif (-0,1 %), notamment du fait de la contraction de la formation brute de capital (-3,0 %). Alors que son pic a été atteint en juin 2022, l'inflation se réduit de façon progressive et reste à un niveau élevé : 6,0 % en juin contre 6,7 % en mars. Dans ce contexte, la stratégie de resserrement monétaire de la *New Zealand's central bank* s'est poursuivie au second trimestre avec deux hausses de taux, celle de 25 pbs du 24 mai portant le taux directeur à 5,5 %. Du côté du marché du travail, le taux de chômage progresse modérément depuis le point bas historique du troisième trimestre de 2022 et s'élève à 3,6 % au deuxième trimestre.

En **Indonésie**, la croissance se maintient à un niveau élevé : 5,2 % au second trimestre en glissement annuel, contre 5,0 % au trimestre précédent. En dépit d'un ralentissement de l'investissement (-1,3 %), la croissance trimestrielle atteint son niveau le plus élevé depuis le troisième trimestre 2020 (+3,9 %), stimulée par la forte reprise de la consommation privée (+3,1 %) et des dépenses publiques (+41,3 %). En parallèle, l'accroissement de l'IPC se réduit fortement pour atteindre 3,5 % en juin, après 5,0 % en mars. L'inflation est désormais située entre les deux bornes de 2,0 % et 4,0 % fixées par la banque centrale. La *Bank Indonesia* a ainsi cessé sa politique de resserrement monétaire : son taux directeur est fixe depuis la décision du 19 janvier le portant à 5,75 %. Le taux de chômage remonte quant à lui lentement pour atteindre 3,6 % au deuxième trimestre.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Ministry of International Affairs & Communications, National Bureau of Statistics of China, Reserve Bank of Fiji, Bank of Papua New Guinea

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : V. de RAULIN - Rédaction : H. ANDRE
Éditeur et imprimeur : IEOM